



## Procédure

# INTERVENTIONS DES ENTREPRISES EXTERIEURES : MAITRISE DES RISQUES D'INTERFERENCES

SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D

Nombre de pages : 26

W:\DIR\ISE-CME\Sophie\MASTER\stage\PROCEDURE et INSTRUCTION\Procédure LR\DO 138 Procédure LR  
18102010 RMQRG

Cartouches des visas	Rédacteurs	Approbateurs techniques	Approbateur qualité	Émetteur
Nom	S. TERZULLI	R. GOLEO Y. LE MESLE	B. LE GUEN	S. DUFORT
Unité	DIR/ISE-CME	DIR/ISE-CME DIR/AJ	DIR/AQ	DIR
Date	23/11/2010	23/11/2010	23/11/2010	23/11/2010
Visa				

REPERTOIRE DES EVOLUTIONS

Edition	Date	Nature de l'évolution	Pages modifiées
A	24/06/04		
B	30/06/05	Prise en compte des remarques effectuées : - lors de l'audit PMR de septembre 2004 - lors de la réunion REX du 08/12/04, Refonte du document. Prise en compte du nouveau système de numérotation – ancienne numérotation : SYM D0101 YLR PRO S 01 04 449 A	Toutes
C	12/07/07	Insertion des références [4], [10], [26], [31], [32] Correction identifiant référence [29] et [14] Documents applicables : Insertion des annexes 4, 5, 6, 7, 8 et 9 Modification du logigramme : modification du texte de la rubrique « QUI » pour l'étape 5 insertion des références aux annexes 4, 5, 6, 7, 8 et 9 dans la rubrique « COMMENT » de l'étape 9 Révision du texte de l'étape 6 Révision du texte de l'étape 9 Annexe 4 Annexe 5 Annexe 6 Annexe 7 Annexe 8 Annexe 9	4 et 5 4 et 5 6 7  8 et 9 10 17 et 18 19 et 20 21 et 22 23 et 24 25 et 26 27 et 28
D	23/11/2010	- Application de la procédure DQS Maîtrise des risques d'interférence lors d'interventions d'entreprises extérieures SYM S0801 SPP PRO 09000861 A - Annule et remplace l'instruction – Modalités de déroulement des IPC SYM D0101 YLR INQ S 06 01 159 A	Toutes

## SOMMAIRE

### PREAMBULE

<b>1</b>	<b>SIGLES</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>BUT</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>DOMAINE D'APPLICATION</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>6</b>	<b>LOGIGRAMMES DES ACTIONS A REALISER</b>	<b>7</b>
<b>7</b>	<b>INSPECTION COMMUNE PREALABLE</b>	<b>9</b>
7.1	Convocation à l'inspection commune préalable (ICP)	9
7.2	Contenu de l'inspection commune préalable (ICP)	9
<b>8</b>	<b>EXAMEN DES RISQUES D'INTERFERENCES</b>	<b>10</b>
8.1	Bon d'Intervention (BI)	10
8.2	Plan de Prévention écrit	10
8.2.1	Déclaration d'Ouverture de travaux	12
8.2.2	Avenant au plan de prévention	12
<b>9</b>	<b>INSPECTIONS, REUNIONS PERIODIQUES DE COORDINATION</b>	<b>12</b>
9.1	Contrôle de deuxième niveau	13
9.2	Revue finale	13
<b>10</b>	<b>REGLES DE CLASSEMENT ET D'ARCHIVAGE DES ENREGISTREMENTS</b>	<b>14</b>

## PREAMBULE

Ce document décline au CEA Le Ripault la procédure DQS [6] qui encadre la mise en place à la DAM des dispositions conformes au code du travail pour maîtriser le risque d'interférence lors d'intervention des entreprises extérieures.

Les conventions de police adoptées pour ce document sont les suivantes :

- procédure DQS : police normale et grise,
- informations complémentaires pour Le Ripault : police normale et noire.

## 1 SIGLES

<b>AS</b>	: Animateur Sécurité
<b>BI</b>	: Bon d'Intervention
<b>CB</b>	: Chargé de Bâtiment
<b>CI</b>	: Chef d'Installation (missions définies dans la circulaire MR 05),
<b>CO</b>	: Chargé d'Opération
<b>DOT</b>	: Déclaration d'Ouverture de Travaux
<b>EE</b>	: Entreprise intervenante Extérieure
<b>FLS</b>	: Formation Locale de Sécurité
<b>ICP</b>	: Inspection Commune Préalable
<b>ISE</b>	: Ingénieur Sécurité d'Etablissement
<b>ISI</b>	: Ingénieur Sécurité d'Installation
<b>LR</b>	: Le Ripault
<b>OE</b>	: Ordre d'Exécution
<b>OT</b>	: Ordre de Travail
<b>PdP</b>	: Plan de Prévention
<b>STL</b>	: Service Technique et Logistique

## 2 BUT

La procédure a pour objectif de préciser les conditions d'intervention d'une ou plusieurs entreprise(s) extérieure(s) sur le site du Ripault et ses dépendances pour des prestations réalisées dans le cadre réglementaire des articles R4511-1 à 4514-10 du code du travail (décret n°92-158 du 20 février 1992 codifié).

Comme détaillé au paragraphe 3, elle s'applique pour toutes les opérations réalisées par une entreprise extérieure sur le LR ou ses dépendances sur la base ou non d'un marché, à titre onéreux ou gratuit.

Cette procédure doit permettre aux intervenants extérieurs et aux salariés du CEA d'identifier, gérer dans les meilleures conditions et en commun les risques d'interférences pouvant résulter d'autres activités ou d'installations au cours de l'opération et de mettre les mesures de prévention et/ou de protection adéquates.

Elle ne s'applique pas aux :

- Opérations de chargements et déchargements,

- Chantiers clos et indépendant de génie civil (arrêté de 94 codifié),
- Collaborations scientifiques mixtes entre les CEA et d'autres partenaires (entités de recherche du type CNRS, INSERM, universités, industriels...).

Elle précise les « préalables » nécessaires en matière de sécurité à toute intervention d'entreprises extérieures sur le site du Ripault et ses dépendances. Ces « préalables » sont :

- La réalisation d'une réunion de concertation avant le début de l'opération. Elle est intitulée ICP (Inspection Commune Préalable selon Code du Travail) et permet d'analyser avec les intervenants les risques d'interférences entre l'opération et d'autres activités et/ou résultant d'installations ou d'équipements,
- L'ICP doit être réalisée au plus près de la date d'intervention,
- L'ICP est formalisée et tracée dans le Bon d'Intervention (BI) qui est renseigné avec les participants de l'opération,
- Le BI est obligatoirement remis à jour avec les participants si des nouveaux risques d'interférences sont identifiés préalablement au démarrage de l'opération,
- Le plan de prévention (PdP) écrit est réalisé lorsque la durée des travaux est supérieure à 400 heures ou lorsque l'un des travaux figure dans la liste des travaux dangereux (arrêté du 19 mars 1993 codifié).

Cette procédure précise également les actions nécessaires pendant la phase d'exécution et lors de la phase finale de l'intervention.

### 3 DOMAINE D'APPLICATION

Cette procédure s'applique à toutes les activités (sauf opérations de chargements et déchargements, chantiers clos et indépendant de génie civil (arrêté de 94 codifié), collaborations scientifiques mixtes entre les CEA et les organismes de recherche (entités du type CNRS, INSERM, universités, ...), à toutes les entreprises effectuant une intervention pour le compte du CEA sur le site du Ripault et ses dépendances.

Elle concerne les installations, ouvrages, travaux et aménagements sous la responsabilité du CEA Le Ripault.

Deux situations sont identifiées :

- 1) Une unité du Centre (le STL, le STI...) passe un contrat pour le compte d'une ou plusieurs installations
- 2) L'installation passe directement le contrat pour son propre compte.

### 4 DOCUMENTS NECESSAIRE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE

Les documents utilisés sont mentionnés en annexe 1.

### 5 DEFINITION

**Bon d'Intervention LR** : Document interne au CEA. Ses fonctions sont l'autorisation d'intervention et la constatation de fin d'intervention.

**Chargé de Bâtiments** : A la charge, dans le cadre de ses missions, de veiller à la mise en œuvre des actions nécessaires à la maîtrise des risques inhérents à son bâtiment. Il peut s'appuyer sur l'Ingénieur de Sécurité d'Installation ou sur son Animateur Sécurité autant que de besoin. Le Chargé de Bâtiment a pour mission principale de prévenir les risques d'incidents ou d'accidents liés à la coactivité dans son bâtiment. A ce titre, il est chargé de gérer les interactions entre le bâtiment dont il a la charge et les actions qui y sont menées (expériences, opérations de maintenance, travaux, contrôles réglementaires,...).

**Chargé d'opération (CO) :** C'est l'interlocuteur formellement désigné auprès des entreprises pour exécuter le suivi de la prestation.

Dans le cas d'un contrat passé par le STL ou le STI, le Chargé d'Opération transforme la demande de travaux, de prestations en ordre exécution. Dans le cas d'un contrat passé directement par une installation, le Chargé d'Opération peut se confondre avec le demandeur.

Le chargé d'opération ne se substitue pas au CI qui garde sa responsabilité pleine et entière telle que définie dans la MR05.

**Coactivité :** Risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises (CEA et entreprise(s) intervenante(s)) présentes sur un même lieu de travail à examiner sous l'angle géographique, temporel et fonctionnel.

**Demandeur :** Salarié CEA réalisant une demande de travaux, de prestations.

**Inspection Commune Préalable :** Réunion et visite préalables à l'exécution d'une opération réalisée par une entreprise extérieure. C'est une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels.

**Ordre d'exécution :** demande d'intervention qui peut revêtir différentes formes (OE, OT, commandes, fiche SVP...).

**Opération (Art. R4511-4 du code du travail) :** On entend par opération, au sens du code du travail, les travaux ou prestations de services réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.

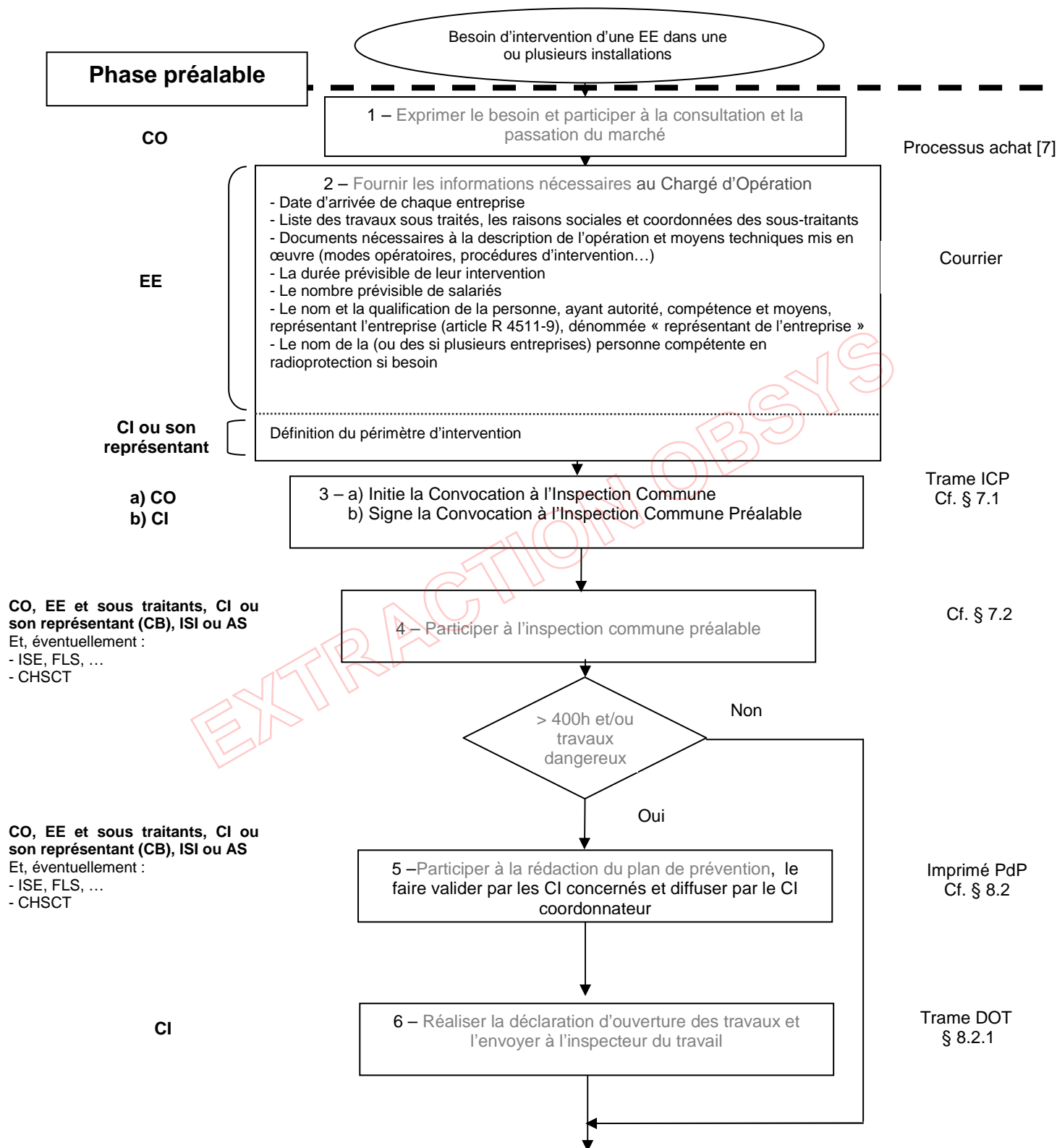
**Plan de prévention :** Document écrit mettant en commun l'analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels, dans les deux cas suivants, dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, ou lorsque les travaux à accomplir figurent sur la liste des travaux dangereux fixée par arrêté du 19 mars 1993.

## 6 LOGIGRAMME DES ACTIONS A REALISER

QUI ?

QUOI ?

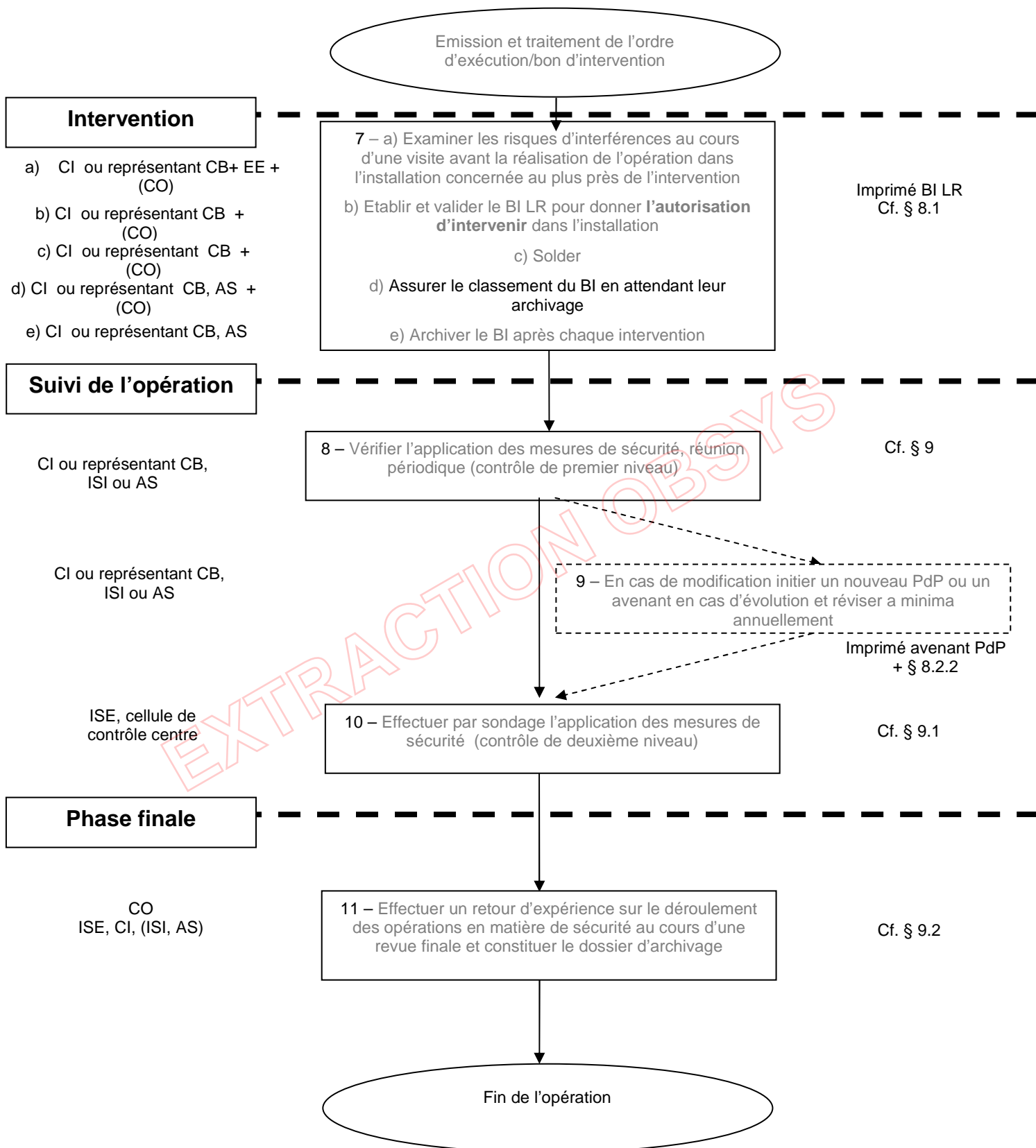
COMMENT ?



QUI ?

QUOI ?

COMMENT ?



Pour montrer les différents acteurs impliqués dans les différentes phases du processus, trois exemples sont présentés sous forme de logigramme en **annexe 2** :

- Panne machine de la baie de commande de l'essai mécanique à SRCC (mesurage, essai et changement de pièce).

- Maintenance préventive et curative sur le pupitre plasma à SDI (étalonnage débit de gaz, vérification capteur de pression...).
- Maintien en Condition Opérationnelle des sorbonnes contrat STL pour SCMF, SDRP, SMEO, SRCC.

## 7 Inspection Commune Préalable

### 7.1 Convocation à l'Inspection Commune Préalable (ICP)

Qui l'initie et signe la convocation ?	Initie : le Chargé d'Opération Signe : le Chef d'Installation
Quand est envoyée la convocation ?	3 jours minimum avant la tenue de la réunion (code du travail R4514-1)
Qui est avisé de l'ICP ?	<p><b>Pour participation obligatoire :</b></p> <p>Le chargé d'opération</p> <p>Les représentants de toutes les entreprises et les sous-traitants déclarés au jour de la convocation</p> <p>Les chefs d'installation concernés par l'opération ou leurs représentants (CB, ISI ou AS).</p> <p><b>Pour participation en tant que de besoin :</b></p> <p>Un représentant de l'ISE, du SST, de la FLS, et du SPR et tout autre expert jugé nécessaire (déchet, amiante,...)</p> <p><b>Pour information</b></p> <p>Le CHSCT du centre</p>
Contenu de la convocation	<p>Dénomination des travaux concernés, lieu et date de la réunion</p> <p>Modalités de réalisation de la ou des visites des lieux d'exécution de l'opération et des matériels éventuellement mis à disposition (R4512-2)</p> <p>Rappel aux différents intervenants de se munir des éléments nécessaires à l'analyse des risques d'interférences, en particulier les modes opératoires liés à leur intervention.</p> <p><i>NB : il relève de l'entreprise intervenante de convoquer son propre CHSCT.</i></p>

### 7.2 Contenu de l'Inspection Commune Préalable (ICP)

Au cours de cette réunion sont examinés les risques liés à l'opération et aux interférences géographiques temporelles et fonctionnelles de celle-ci avec le CEA et les autres entreprises (secteur d'intervention, circulation, consignes, modes opératoires, ...).

Traçabilité :

Les résultats de l'ICP seront formalisés dans un BI.

Compte tenu de l'opération (durée, travaux dangereux) il est décidé de traduire les résultats de l'analyse dans un plan de prévention écrit.

Cas particulier :

Dans le cas de l'entretien des locaux, le principe de l'ICP annuelle est retenue, complétée autant que de besoin dès que les conditions d'exécution de la prestation sont modifiées que ce soit à l'initiative du CEA (travaux particuliers...) ou à l'initiative de l'entreprise titulaire du contrat (affectation d'un nouveau personnel).

## 8 Examen des risques d'interférences

L'examen des risques d'interférences doit se réaliser avant la réalisation de l'opération dans l'installation concernée au plus près de l'intervention<sup>1</sup>.

Le CI s'assure de la bonne prise en compte des risques d'interférences dans son installation à partir du PdP écrit ou du BI rédigés à l'issue de l'ICP.

Points analysés par le CI avec les responsables des entreprises au début des travaux dans les installations :

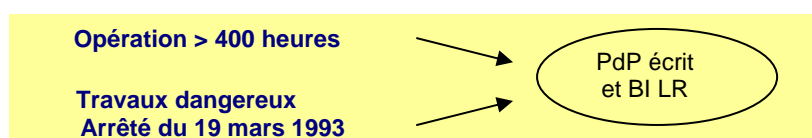
=> Délimitation du secteur d'intervention, matérialisation des zones à risques, voies de circulation, voies d'accès aux locaux mis à disposition des entreprises extérieures, consignes centre/installation, planning de l'opération, ...

Les conclusions sont transcrites sur un BI.

### 8.1 Bon d'Intervention

Qui l'initie ?	CO
Qui le remplit ?	CI ou représentant (ex : CB) / Entreprises / (CO)
Quand ?	Avant toute intervention d'une entreprise dans une installation ou de nouvelle interférence ou au début de chaque phase de chantier. La fin de l'intervention est formalisée sur le BI
Qui le signe ?	<p>Le Chef d'Installation ou son représentant dûment désigné pour autorisation d'intervention (membres de la liste ordinaire de succession : ISI, AS, Chargé de Bâtiment,...),</p> <p>Les responsables des entreprises extérieures (ou les opérateurs eux-mêmes à condition que le représentant de l'entreprise ait délégué leur signature) avant et après l'intervention,</p> <p>Après intervention :</p> <p>- Le Chef d'Installation ou son représentant pour fin d'intervention</p>
Destiné :	A l'installation, au chargé d'opération (notamment pour consolidation du plan de prévention au niveau centre), à l'entreprise extérieure.
Contenu	<p>Le BI LR remplit les fonctions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Précisions éventuelles des PdP en vue d'analyser, au plus près de chaque intervention, les risques d'interférence liés à la présence d'entreprises extérieures,</li><li>▪ Traçabilité de l'analyse des risques d'interférence quand le PdP écrit n'est pas requis;</li><li>▪ Exigence particulières liées à la phase de l'opération : planification, consignation des fluides, gestion des déchets, ...</li><li>▪ Validation de fin de travaux (état du chantier, des consignations, des immobilisations, du matériel resté en place ou retiré,...).</li></ul>

### 8.2 Plan de prévention écrit

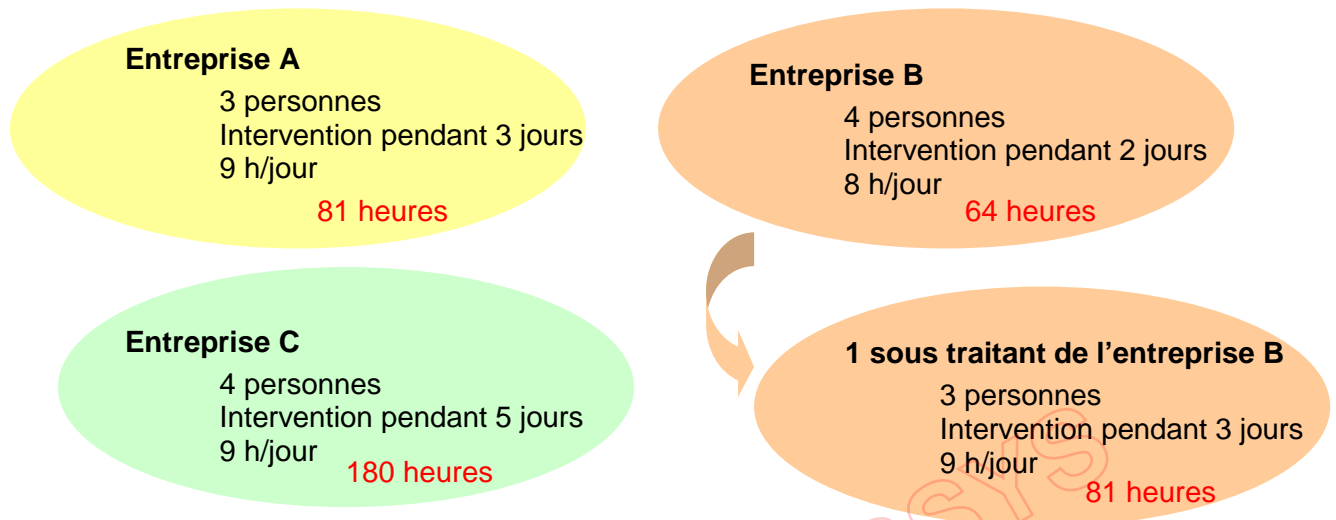


<sup>1</sup> Proximité temporelle et géographique

Mode de calcul des 400 heures :

Le seuil des 400 heures s'apprécie pour une opération au sens du code du travail.

Exemple d'un calcul d'heures travaillées envisagées pour une opération prévue pendant 8 jours, dans une installation du Centre, par trois entreprises extérieures (A, B et C) et un sous-traitant de l'entreprise B.



Selon les heures de travail envisagées pour toutes les entreprises intervenant, le total des heures est de 406. Dans ce cas, un plan de prévention écrit et un Bon d'Intervention doivent être réalisés.

Décision	Résultat de l'analyse faite lors de l'ICP
Signature du PdP	<p>Les CI concernés</p> <p>Le chargé d'opération</p> <p>Les responsables de toutes les entreprises extérieures (titulaires et sous-traitants)</p> <p><i>La feuille de présence signée des participants est jointe au PdP.</i></p>
Diffusion	<p>Par le chef installation concernés, aux représentants des entreprises extérieures (titulaires et sous-traitants), à l'ISE</p> <p>Pour information : en tant que de besoin aux experts concernés (ex. : le coordonnateur amiante pour un chantier amiante) qu'ils aient ou non participé à l'inspection, aux acteurs sécurité du centre (FLS, SST, PCR, ...)</p>
Durée de validité	<p>Le plan de prévention doit être établi pour la durée totale de l'opération et doit faire l'objet d'une révision annuelle à minima et en cas de modification notable</p>
Contenu	<p><b>Le plan de prévention traduit les points examinés lors de l'ICP, il doit faire apparaître exclusivement l'analyse des risques liés à l'interférence entre les activités, les matériels et les installations du CEA et de l'ensemble des entreprises intervenantes.</b> Il ne s'agit pas de lister les risques propres à chacune des activités mais principalement les risques résultant des co activités.</p> <p><i>L'analyse des risques est réalisée à partir de la liste des sources de danger (type grille 1 MOSAR) et des mesures de prévention (type grille 2 MOSAR).</i></p>

Notons que doivent être annexés au plan de prévention les éléments suivants :

- Les informations fournies et les engagements des entreprises
- Les éléments nécessaires à l'analyse des risques d'interférences apportées par les entreprises (risques apportés par chaque entreprise et éventuelle surveillance médicale spéciale nécessaire),
- L'inventaire et l'identification des équipements, locaux et matériels mis éventuellement à disposition conformément aux conventions de prêt ou d'hébergement,
- La liste des postes occupés par des travailleurs susceptibles de relever de la surveillance médicale renforcée,
- La convocation à la réunion d'inspection commune préalable,
- Les observations faites par les membres du CHSCT,
- Les remarques faites lors des réunions périodiques, notamment les réunions trimestrielles dans le cas où le cumul centre de toutes les prestations confondues est supérieur à 90000 heures,
- Les remarques et non-conformités relevées lors des contrôles et visites de chantier,
- Les avenants,
- Tous les BI relatifs à ce plan de prévention.

#### 8.2.1 Déclaration d'ouverture de travaux : uniquement dans le cas d'un PdP écrit

La Déclaration d'Ouverture de Travaux (DOT) est envoyée par le Chef d'Installation à l'Inspection du Travail avant le début des travaux avec une copie à l'Ingénieur Sécurité d'Etablissement.

#### 8.2.2 Avenant au plan de prévention

Le Chef d'Installation réalise ou fait réaliser les mises à jour du plan de prévention via des avenants en cas de :

- Modification des modes opératoires,
- Modification dans l'inventaire des risques et/ou des règles de sécurité applicables,
- Création ou modification notable impactant une ou plusieurs installations,
- Recours à de nouveaux sous-traitants,
- Prolongation notable des travaux ou prestations,
- Modification du planning d'interventions.

## 9 Inspections, réunions périodiques de coordination

### A- Niveau installation

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées dans la circulaire MR 05, le CI définira la réalisation et la périodicité des réunions de suivi de travaux qui devront notamment aborder les aspects de sécurité. La coordination vise à vérifier l'application des mesures prises et selon les besoins à en définir de nouvelles. Il s'agit, en particulier, de vérifier que les instructions appropriées ont bien été transmises au personnel des entreprises intervenantes et comprises par celui-ci.

Ces mesures constituent le contrôle de premier niveau.

## B- Niveau centre

La périodicité des réunions périodiques de coordination **générale** est définie dès la rédaction des dispositions générales « centre ».

Comme cette réunion est requise pour toutes opérations confondues, elle est l'occasion essentiellement de revoir les dispositions générales du centre et des installations. Des réunions supplémentaires seront programmées pour répondre à des évolutions non prévues, à des situations accidentelles ou incidentelles répétées et aux demandes éventuelles des intervenants. Les conclusions de la réunion seront annexées au plan de prévention.

Dans le cas des entreprises extérieures, ayant un contrat annuel ou pluriannuel avec présence permanente de salariés sur le site, une réunion plénière avec l'ensemble des entreprises est organisée par la Direction du Centre avec l'aide du DSAT/STL et l'ensemble des Chefs d'Installation pour présenter les risques principaux et propres au CEA Le Ripault.

### 9.1 Contrôle de deuxième niveau

Ce contrôle doit être réalisé par échantillonnage ou par sondage et doit être fait selon des critères pertinents. Ce contrôle recouvre en particulier les points suivants :

- Vérification de l'adéquation des mesures de prévention retenues au regard des risques présents,
- Vérification de la transmission des informations aux opérateurs présents sur le terrain,
- Vérification de l'application réelle des mesures définies dans le PdP et/ou BI par l'ensemble des entreprises présentes....

Ce contrôle de 2nd niveau est réalisé par l'ISE et/ou la cellule de centre. Il peut être réalisé de façon impromptue et les remarques ou non-conformités sont annexées au plan de prévention.

### 9.2 Revue finale

Elle a lieu **avant** la réception et permet, en fonction de l'importance des travaux, de faire un point sur les aspects relatifs à la sécurité concernant l'opération (état des lieux à la fin de l'opération, remise de documentation de type plans, DUIO (Dossier Ulérieur d'Intervention sur Ouvrage), inventaire contradictoire notamment relatif au matériel mis à disposition, retour d'expérience, résultats sécurité, récapitulatif des déclarations d'accidents du travail et de maladies professionnelles, contrôle radiologiques, suivi dosimétrique opérationnel, le cas échéant...). Les résultats de cette revue peuvent enclencher l'application de réserves et des pénalités contractuelles prévues. Ces résultats alimentent la base d'évaluation des fournisseurs.

## 10 Règles de classement et d'archivage

	<b>Classement</b> (durée, lieu, unité permettant de retrouver et <b>d'utiliser rapidement</b> l'enregistrement)				<b>Archivage</b> (durée, lieu, unité permettant de retrouver et de <b>consulter</b> l'enregistrement)			
Intitulé	Cas	Lieu	Durée (ans)	Responsable	Unité	Lieu	Durée (ans)	Responsable
<b>BI et documents associés si aucun incident ou accident et absence d'exposition potentielle aux risques soumis à un suivi médical renforcé</b>	<b>Pas de PdP écrit</b>	Référentiel de l'installation	<b>5</b>	Chef d'Installation				
<b>BI et documents associés <u>si incident ou accident</u></b>	<b>Pas de PdP écrit</b>	Référentiel de l'installation	<b>5</b>	Chef d'Installation	ISE	Archives	<b>50</b>	ISE (au bout de 5 ans envoi au CESTA/BCA)
<b>Plan de prévention avec :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les fiches d'information et d'engagement des entreprises,</li> <li>• Les éléments nécessaires à l'analyse des interférences apportées par les entreprises (risques apportés par chaque entreprise et surveillance médicale spéciale nécessaire),</li> <li>• La convocation à ICP,</li> <li>• Les observations faites par les membres du CHSCT,</li> <li>• Les observations justifiant de l'exercice du rôle de coordination pendant les travaux,</li> <li>• Les remarques faites lors des réunions périodiques,</li> <li>• Les remarques et non-conformités relevées lors des contrôles et visites de chantier,</li> <li>• Si elle a lieu, le rapport de la revue finale,</li> <li>• Les avenants,</li> <li>• Tous les BI relatifs à ce plan de prévention</li> </ul>	<b>PdP écrit</b>	Installation	<b>5</b>	Chef d'Installation	ISE	Archives	<b>5 50*</b>	ISE (au bout de 5 ans envoi au CESTA/BCA)

\* travaux sur amiante

# ANNEXES

EXTRACTION OBSYS

## **ANNEXE 1**

### **REFERENTIEL ET DOCUMENTS SUPPORTS**

### **Documents utilisés pour établir la procédure**

- [1] **Code du travail notamment les articles R4511-1 à R4514-10** : Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (décret de 92-158 du 20/02/1992 codifié)
- [2] Circulaire MR 05 du 13/10/2008 Missions du Chef d'Installation
- [3] Circulaire DCS/DJC N°96-01
- [4] Instruction DAM fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenants sur les centres CEA/DAM SYMS0201SPP09000860
- [5] Guide relatif à la maîtrise des risques d'interférence lors d'interventions d'entreprises extérieures au CEA MR/DPSN/SSC/SEC/RET/4.2/0131
- [6] Procédure maîtrise des risques d'interférence lors d'interventions d'entreprises extérieures SYM S0801 SPP PRO 09000861

### **Documents de rattachement de la procédure**

- [7] Manuel de management du CEA/LE RIPAUT SYM D0101 YAQ MM-Q06 01 063

### **Documents, équipements, fournitures, imprimés nécessaires pour l'application de la procédure**

- [8] Description du processus achat SYM S0231 ZSS PRS 02000073 et en particulier les règles définies dans le guide des CEA prestataires DJC/DIR/GU.001
- [9] Trame type de lettre de convocation à l'Inspection Commune Préalable
- [10] Imprimé plan de prévention
- [11] Trame type de lettre de déclaration d'ouverture de travaux
- [12] Bon d'Intervention SYM S0801 YLR IMP S10 01 089
- [13] Imprimé avenant au plan de prévention

## ANNEXE 2

### EXEMPLES DE LOGIGRAMMES

- **Exemple 1** : Maintien en Condition Opérationnelle des sorbonnes contrat STL pour SCMF, SDRP, SMEO, SRCC.
- **Exemple 2** : Panne machine de la baie de commande de l'essai mécanique à SRCC (mesurage, essai et changement de pièce).
- **Exemple 3** : Maintenance préventif et curatif sur le pupitre plasma à SDI (étalonnage débit de gaz, vérification capteur de pression...).

**EXEMPLE 1 : MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES SORBONNES CONTRAT STL POUR SMEO, SRCC, SDRP, SCMF**

QUI ?

Besoin d'intervention d'une EE dans une  
ou plusieurs installations

Phase préalable

CO = **Chargé de contrat STL**

1 – Exprimer le besoin et participer à la consultation et la  
passation du marché

EE = **ESI avec un sous  
traitant MSIS pour les  
mesures**

2 – Fournir les informations nécessaires au Chargé d'Opération

- Date d'arrivée de chaque entreprise
- Liste des travaux sous traités, les raisons sociales et coordonnées des sous-traitants
- Documents nécessaires à la description de l'opération et moyens techniques mis en œuvre (modes opératoires, procédures d'intervention...)
- La durée prévisible de leur intervention
- Le nombre prévisible de salariés
- Le nom et la qualification de la personne, ayant autorité, compétence et moyens, représentant l'entreprise (article R 4511-9), dénommée « représentant de l'entreprise »
- Le nom de la (ou des si plusieurs entreprises) personne compétente en radioprotection si besoin

CI ou son représentant = **ISI**

Définition du périmètre d'intervention (**quelle sorbonnes ? quels bâtiments ?**)

a) CO = **Chargé de contrat STL**  
b) CI = **Chef de Service du STL**

3 – a) Initie la Convocation à l'Inspection Commune Préalable  
b) Réalise et signe la Convocation à l'Inspection Commune Préalable

CO = **Chargé de contrat STL**  
EE et sous traitants = **ESI et MSIS**  
CI ou son représentant =  
Pour SMEO : CB, ISI  
Pour SDRP : ISI  
Pour SRCC : ISI  
Pour SCMF : ISI, CB  
Et,

4 – Participer à l'inspection commune préalable

> 400h et  
travaux  
dangereux

OUI

Même personnes qu'en phase 4-

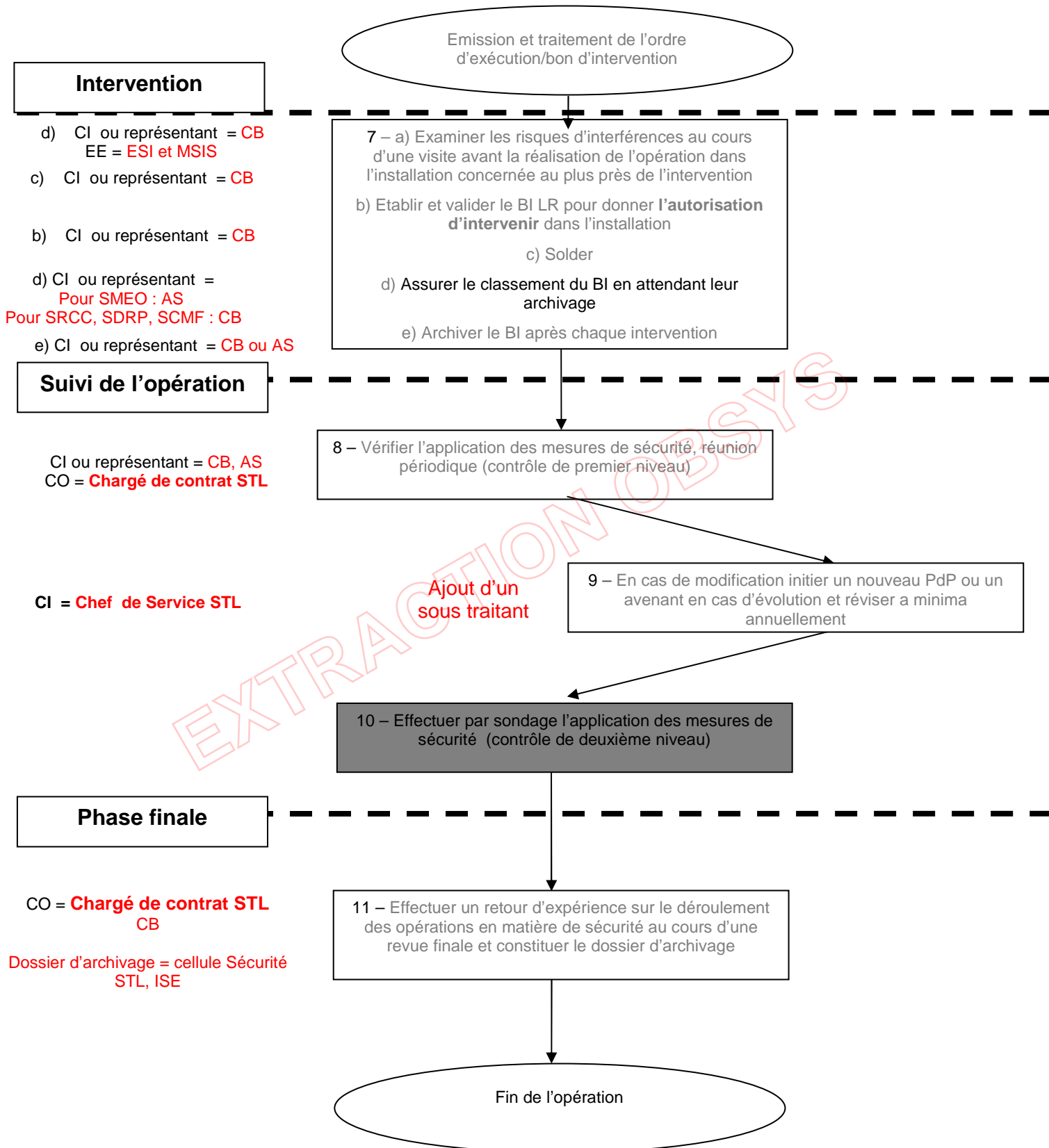
5 – Participer à la rédaction du plan de prévention, le  
faire **valider par les CI concernés (SMEO, SDRP, SRCC,  
SCMF)** et diffuser par le Chef de Service STL

CI = **Chef de Service STL**

6 – Réaliser la déclaration d'ouverture des travaux et  
l'envoyer à l'inspecteur du travail

## QUI ?

## QUOI ?



**EXEMPLE 2 : PANNE MACHINE DE LA BAIE DE COMMANDE DE L'ESSAI MECANIQUE A SRCC -  
MESURAGE, ESSAI et CHANGEMENT DE PIECE**

QUI ?

Besoin d'intervention d'une EE dans une  
ou plusieurs installations

Phase préalable

CO = **Correspondant Labo  
à SRCC**

1 – Exprimer le besoin et participer à la consultation et la  
passation du marché

EE = **MTS**

2 – Fournir les informations nécessaires au Chargé d'Opération

- Date d'arrivée de chaque entreprise
- Liste des travaux sous traités, les raisons sociales et coordonnées des sous-traitants
- Documents nécessaires à la description de l'opération et moyens techniques mis en œuvre (modes opératoires, procédures d'intervention...)
- La durée prévisible de leur intervention
- Le nombre prévisible de salariés
- Le nom et la qualification de la personne, ayant autorité, compétence et moyens, représentant l'entreprise (article R 4511-9), dénommée « représentant de l'entreprise »
- Le nom de la (ou des si plusieurs entreprises) personne compétente en radioprotection si besoin

a) CO = **Correspondant  
Labo à SRCC**  
b) CI = **CI SRCC**

3 – a) Initie la Convocation à l'Inspection Commune Préalable  
b) Réalise et signe la Convocation à l'Inspection Commune  
Préalable

CO = **Correspondant Labo à  
SRCC**  
EE et sous traitants = **MTS**  
CI ou son représentant = **CB,  
(AS ou ISI)**

4 – Participer à l'inspection commune préalable

> 400h et /ou  
travaux  
dangereux

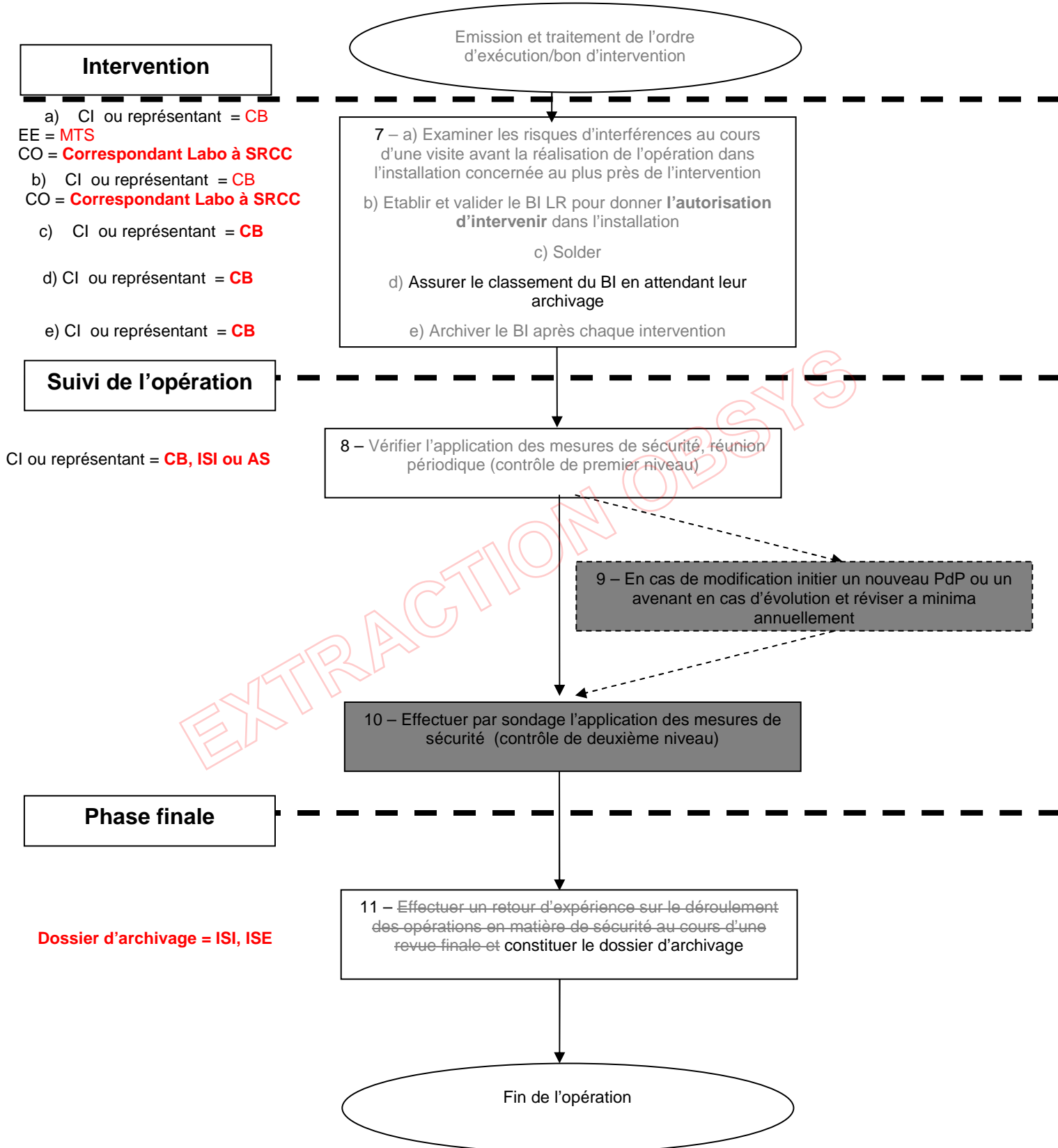
NON

5 – Participer à la rédaction du plan de prévention, le  
faire valider par les CI concernés et diffuser par le CI

6 – Réaliser la déclaration d'ouverture des travaux et  
l'envoyer à l'inspecteur du travail

## QUI ?

## QUOI ?



**EXEMPLE 3 : CONTRAT DE MAINTENANCE PREVENTIF ET CURRATIF SUR LE PUPITRE PLASMA  
(ETALONNAGE DEBIT DE GAZ, VERIFICATION CAPTEUR DE PRESSION...)**

QUI ?

Besoin d'intervention d'une EE dans une  
ou plusieurs installations

Phase préalable

CO = **CB SDI**

1 – Exprimer le besoin et participer à la consultation et la  
passation du marché

EE = **SULZER METCO**

2 – Fournir les informations nécessaires au Chargé d'Opération

- Date d'arrivée de chaque entreprise
- Liste des travaux sous traités, les raisons sociales et coordonnées des sous-traitants
- Documents nécessaires à la description de l'opération et moyens techniques mis en œuvre (modes opératoires, procédures d'intervention...)
- La durée prévisible de leur intervention
- Le nombre prévisible de salariés
- Le nom et la qualification de la personne, ayant autorité, compétence et moyens, représentant l'entreprise (article R 4511-9), dénommée « représentant de l'entreprise »
- Le nom de la (ou des si plusieurs entreprises) personne compétente en radioprotection si besoin

a) CO = **CB SDI**  
b) CI = **CI SDI**

3 – a) Initie la Convocation à l'Inspection Commune Préalable  
b) Réalise et signe la Convocation à l'Inspection Commune Préalable

CO = **CB SDI**  
EE et sous traitants = **SULZER METCO**  
CI ou son représentant = **CB, (AS ou ISI)**

4 – Participer à l'inspection commune préalable

Travaux  
dangereux

OUI - Gaz combustible  
- Travaux en hauteur

CO = **CB SDI**  
EE et sous traitants = **SULZER METCO**  
CI ou son représentant = **CB, (AS ou ISI)**

5 – Participer à la rédaction du plan de prévention, le  
faire valider par les CI concernés et diffuser par le CI

CI = **CI SDI**

6 – Réaliser la déclaration d'ouverture des travaux et  
l'envoyer à l'inspecteur du travail

## QUI ?

## QUOI ?

### Intervention

Emission et traitement de l'ordre  
d'exécution/bon d'intervention

- a) CI ou représentant = **CB**  
EE = **SULZER METCO**  
CO = **CB à SDI**
- b) CI ou représentant = **CB**
- c) CI ou représentant = **CB**
- d) CI ou représentant = **CB**
- e) CI ou représentant = **CB**

- 7 – a) Examiner les risques d'interférences au cours  
d'une visite avant la réalisation de l'opération dans  
l'installation concernée au plus près de l'intervention
- b) Etablir et valider le BI LR pour donner **l'autorisation  
d'intervenir** dans l'installation
- c) Solder
- d) Assurer le classement du BI en attendant leur  
archivage
- e) Archiver le BI après chaque intervention

### Suivi de l'opération

CI ou représentant = **CB, ISI ou AS**

8 – Vérifier l'application des mesures de sécurité, réunion  
périodique (contrôle de premier niveau)

9 – En cas de modification initier un nouveau PdP ou un  
avenant en cas d'évolution et réviser a minima  
annuellement

10 – Effectuer par sondage l'application des mesures de  
sécurité (contrôle de deuxième niveau)

### Phase finale

EE transmet les PV de maintenance au CO

Dossier d'archivage = **ISI SDI, ISE**

PV de maintenance archivé par  
**Correspondant métrologie**

11 – Effectuer un retour d'expérience sur le déroulement  
des opérations en matière de sécurité au cours d'une  
revue finale et constituer le dossier d'archivage

Fin de l'opération

## C.E.A. - DAM - ARCHIVAGE DOCUMENTATION

<b>1. Organisme Emetteur (*)</b> Centre : LR Direction : DAM Département : DIR Service : ISE-CME Laboratoire :		<b>2. Classification (**)</b> <del>SD</del> <del>SC</del> <del>CD</del> <del>CI</del> <del>CC</del> <del>DR</del> <b>DO</b>	
		<b>3. Référence à</b> E.P : R54 Projet : Contrat :	<b>4. Nature</b> COMPTE RENDU DE REUNION
<b>IDENTITÉ DU DOCUMENT</b> Document secret Réf. administrative ..... Réf. technique .....		<b>5. Identification</b> Autres documents DIR/ISE-CME DO 138	<b>6. Date</b> 23/11/2010
		<b>7. Nombre de pages</b> 26	
<b>8. AUTEUR (S): S. TERZULLI</b>			
<b>9. TITRE : INTERVENTION DES ENTREPRISES EXTERIEURES : MAITRISE DES RISQUES D'INTERFERENCES</b>			
<b>10. RÉSUMÉ :</b>  Ce document décline, au CEA LR, la procédure DQS qui encadre la mise en place à la DAM des dispositions conformes au Code du Travail pour maîtriser le risque d'interférence lors d'intervention des entreprises extérieures.			
<b>11. DESCRIPTEUR(S) PROPOSÉ(S) :</b> Risques d'interférences – Entreprises extérieures – Code du Travail – Intervention – Opération – animateur Sécurité – Bon d'Intervention – Chargé de Bâtiment – Chef d'Installation – Chargé d'Opération – Déclaration d'Ouverture de Travaux – Entreprise Extérieure Intervenant – Formation Locale de Sécurité – Inspection Commune Préalable – Ingénieur Sécurité d'Etablissement – Ingénieur Sécurité d'Installation – Le Ripault – Ordre d'Exécution – Ordre de Travail – Plan de Prévention – Service Technique et Logistique			
<b>12. N°enregistrement :</b>		<b>13. Date d'enregistrement :</b> .. / .. / ..	
<b>14. Date prévue de destruction :</b> .. / .. / ..		<b>18. Date de destruction :</b> .. / .. / ..	
<b>15. Code de classement :</b>			
<b>Partie réservée au BCA et à ODIR</b> <b>N°informatique :</b>  <b>Nature du mouvement :</b>  <b>Diffusion : E (Extérieure) – I (Intérieure)</b>		<b>n°bobine :</b>   <b>n° dossier :</b>  Microfilm	
<b>Code de classement :</b>			

(\*) Sigles      (\*\*) Effacer les mentions inutiles

## D I F F U S I O N

### Les Chefs d'Installation

- Ch. WARTENBERG	DIR
- Ch. DELEUZE	DMAT/ED
- D. ROUSSELLE	DMAT/SCMF
- B. GARCIN	DMAT/SDI
- D. MINGOT	DMAT/SR2C
- Ch. WARTENBERG	DSAT/ED
- P. RUBY	DSAT/FLS
- P. TREMELAT	DSAT/STI
- J-M. GALLIAN	DSAT/SIO
- C. TESSON	DSAT/SST-LAM
- B. HAVARD	DSAT/STL
- J. VANPOPERYNGHE	DXPL/ED
- R. BEAUGRAND	DXPL/SDRP
- P. MAZABRAUD	DXPL/SMEO

### Les Ingénieurs Sécurité d'Installation

- P. CHARRON	DIR
- J. DEVILLE	DMAT/ED
- E. BOURGEOISAT	DMAT/SCMF
- J. DEVILLE	DMAT/SDI
- S. THOMAS	DMAT/SR2C
- P. CHARRON	DSAT/ED
- D. NOVELLO	DSAT/FLS
- J. PRUM	DSAT/STI
- P. CHARRON	DSAT/SIO
- J. B. DUPUY	DSAT/SST-LAM
- Ch. VIET	DSAT/STL
- M. BUSIGNY	DXPL/ED
- J. PERRIN	DXPL/SDRP
- O. BESNARD	DXPL/SMEO

### Copies :

- DIR
- DSAT/BAC
- CESTA/BCA
- DIR/ISE-CME (RG-DLP-AC-ST-RA)
- DIR/ISE-CME/chrono